

Convention collective nationale
IDCC : 2793. – ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE
ET D'ALLOCATIONS FAMILIALES
(25 juin 1968)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 13 FÉVRIER 2018
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE
COLLECTIF INTERENTREPRISES (PERCO-I)

NOR : ASET1850426M
IDCC : 2793

Entre :
UCANSS,
D'une part, et
CFDT ;
CFTC ;
CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord a pour objet de permettre aux agents de direction et agents comptables des organismes du régime général de sécurité sociale de bénéficier du plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises (PERCO-I) instauré par le protocole d'accord du 13 février 2018 relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique à l'ensemble des organismes du régime général visés à l'article R. 111-1 du code de la sécurité sociale ainsi qu'aux salariés des ARS relevant de la convention collective nationale de travail citées à l'article 2 du présent accord.

Son champ d'application est national.

Article 2

Bénéficiaires du PERCO-I

Tout salarié relevant de la convention collective nationale de travail du 25 juin 1968 des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales,

comptant au moins 2 mois d'ancienneté au sein du régime général, quelle que soit la nature de son contrat de travail, peut bénéficier du PERCO-I instauré par le protocole d'accord du 13 février 2018, dans les termes et conditions fixées par le dit accord, y compris dans les évolutions desdits termes et conditions qui pourraient être adoptées par avenant.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée.

Il cessera de produire ses effets au terme de l'application du protocole d'accord relatif à la mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif interentreprises dans le régime général de sécurité sociale du 13 février 2018.

Le présent accord, qui ne vaut en aucun cas engagement unilatéral de l'employeur, s'applique sous réserve de son agrément par les autorités de tutelle.

Fait à Paris, le 13 février 2018.

(Suivent les signatures.)